

L'ÉVEIL

de la nation

Hebdomadaire togolais d'informations générales - Fondé en 2004 Prix : 250 F CFA

Célébration de la journée internationale de la femme : Les femmes de la CFU engagées à soutenir la politique de Faure Gnassingbé en leur faveur P.6

Voyages officiels de la Présidence : **Des journalistes peu scrupuleux et aux pratiques douteuses, crachent dans la soupe** **Liste des journalistes ayant voyagé au moins une fois avec le PR**

Dimas Dzikodo : USA (New York), Koweït, etc. ; Germain Ayivi : Israël, Ghana (Accra) ; Loïc Lawson : USA, France, Turquie, etc. ...

Lire suite P 5



Le Président Faure Gnassingbé

Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE) : **La ministre du Commerce en visite au poste douanier de Sanvee-Condji**



La délégation conduite par la ministre du Commerce (2ème à g)

La ministre du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du Secteur Privé et du Tourisme, Mme Bernadette Essozimna Legzim-Balouki, a effectué hier mardi 8 mars 2016, une visite au poste de contrôle douanier de Sanvee-Condji. L'objectif de cette visite était, pour la ministre et sa suite, de toucher du doigt le travail qui se fait à ce poste depuis l'opérationnalisation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE).

Suite page 5

Le CAR au bord de l'explosion :
Apévon met des gants de boxe contre le retour aux affaires d'Agboyibo



Me Dodzi Apévon Me Yawovi Agboyibo

L'opposition peine à s'accorder sur leurs priorités :
Quand Nicolas Lawson balaie du revers de la main les élections locales au profit des réformes économiques et sociales



Nicolas Lawson, président du PRR

Double confrontations Togo-Tunisie :
Tom Sainfiet dévoile la liste des 25 Eperviers convoqués



Tom Sainfiet, coach des Eperviers

Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE) :

La ministre du Commerce en visite au poste douanier de Sanvee-Condji

La ministre du Commerce, de l'Industrie, de la Promotion du Secteur Privé et du Tourisme, Mme Bernadette Essozimna Legzim-Balouki, a effectué le mardi 8 mars 2016, une visite au poste de contrôle douanier de Sanvee-Condji. L'objectif de cette visite était, pour la ministre et sa suite, de toucher du doigt le travail qui se fait à ce poste depuis l'opérationnalisation du Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE).

Dans le souci d'améliorer le climat des affaires, le gouvernement togolais a mis en place le Guichet Unique pour le Commerce Extérieur (GUCE), qui est une plateforme web dématérialisée, accessible 24h/24 et reliant entre eux tous les acteurs



La délégation conduite par la ministre du Commerce, Mme Bernadette Legzim-Balouki (au milieu)

ment ça se passe. Et ça a été vraiment une opportunité pour nous de savoir que tout va bien ", a-t-elle indiqué. Cependant, la ministre n'a pas manqué de relever les problèmes liés à l'internet qui surviennent de temps en temps. " De temps en temps, ils ont des problèmes d'internet. Nous avons reçu cette doléance. Nous allons au retour voir avec les responsables de SEGUCE comment faire pour essayer de résoudre ce problème ", a rassuré la ministre en charge du Commerce.

Tout comme la ministre du Commerce, le senior vice-président services aux gouvernements et commerce international du groupe Veritas, M. Rabih Halabi, a aussi souligné que ça été une opportunité pour eux de

venir s'assurer que tout se passe bien à cette frontière. " Nous sommes venus voir quelles étaient les améliorations que nous pouvons apporter. Ce projet, comme vous le savez, est un projet de dématérialisation totale des procédures à l'export et à l'import, et permet de faciliter la tâche aux opérateurs économiques pour sécuriser les recettes de l'Etat ", a-t-il précisé.

La Rédaction



Les officiels suivant les explications



...du chef de poste

intervenant dans les opérations de commerce international. Ainsi depuis le lancement de sa phase terrestre en juin 2015, tous les postes frontaliers du Togo se sont vus doter de cet outil performant qui favorise la sécurisation des données, la réduction des coûts et délais de réalisation, etc.

L'effectivité du GUCE au poste de contrôle douanier de Sanvee-Condji, remonte au 29 juillet 2015. Il a permis à tous les acteurs de la chaîne de gagner en temps dans le traitement des dos-

siers. C'est cette réalité que la ministre en charge du Commerce, M. Bernadette Legzim-Balouki et le senior vice-président services aux gouvernements et commerce international, M. Rabih Halabi, ont voulu toucher du doigt en faisant le déplacement à ce poste.

Pour Mme la ministre du Commerce, de l'Industrie, de la promotion du Secteur privé et du Tourisme, il était important qu'après d'autres frontières de venir à Sanvee-Condji pour voir comment ça se passe. "

Aujourd'hui à Sanvee-Condji, comme nous l'avons

fait aussi à d'autres frontières, nous venons voir com-



Le Vice-président du Bureau BERITAS



RECOUVREMENT

Avez-vous déjà payé votre facture téléphonique ?



Les bons comptes font les bons amis.

- TOGO TELECOM procédera désormais à la **mise en réception automatique** de services des lignes ayant une facture impayée échue **après la date d'échéance** ;
- **Une suspension des services** s'effectuera par le même processus automatisé, à la date d'échéance de la deuxième facture impayée si la première n'est pas entièrement réglée ;
- Le cas échéant, TOGO TELECOM sera dans l'obligation d'ordonner **l'arrêt automatique** de la facturation sur les lignes après la date d'échéance de la **3^e facture** impayée ; la résiliation automatique du numéro de téléphone avec reprise des ressources pour les attribuer aux clients qui en ont besoin et **l'engagement des procédures idoines pour recouvrer les sommes dues.**



Pour plus de renseignement, composez le **119** ou **22 22 01 19**
si vous appelez d'un autre réseau.

www.togotelecom.tg

Le CAR au bord de l'explosion :

Apévon met des gants de boxe contre le retour aux affaires d'Agboyibo

La crise engendrée au sein du Comité d'Action pour le Renouveau (CAR), à cause du retour annoncé de Me Yaovi Agboyibo à la tête du parti, a pris cette semaine une tournure qui semble de non-retour, avec la réponse de Me Paul Dodji Apévon à la missive de l'ancien premier ministre appelant à "faire en sorte que le prochain congrès ne s'ouvre qu'après règlement de la crise que traverse le parti".

Partisan du boycott lors des dernières élections présidentielles d'avril 2015, le CAR, l'un des partis de l'opposition, semblait s'orienter vers l'union de cette opposition pour faire front contre le parti au pouvoir, jusqu'aux récentes sorties médiatiques qui confirment la crise et la division dont cette organisation politique fait l'objet.

Dans une lettre adressée à ses militants en effet, le bélier de Kouvé, s'autoproclamant "président fondateur du CAR", alors qu'aucun texte du parti ne prévoit ce titre, a estimé que certaines personnes mal intentionnées de son organisation politique se sont organisées pour envoyer partout sur le territoire des appels et textes avec des clichés d'intoxication, tendant à faire croire qu'il serait en train de revenir au-devant du parti, et que tous les militants devraient se mobiliser pour l'en empêcher.

"L'indignation suscitée par ces agissements a tout naturellement aggravé la tension au sein du parti. La cassure a franchi un seuil insoupçonné, lorsqu'à la réunion du présidium du 15 février dernier, le président Apévon a déclaré qu'il n'entend pas rechercher le consensus avec ceux qui ne sont pas de son bord. Ce constat illustre le niveau de gravité de la crise que traverse le parti. On ne voit pas comment dans ce climat peut se tenir le congrès pour mettre en place les organes, où les différentes couches de militants se retrouvent pour travailler ensemble en vue de la victoire prochaine du parti aux prochaines élections", soutient Yaovi Agboyibo dans sa missive aux militants de son parti.

Se considérant, par ailleurs, comme "président fondateur du CAR", l'ancien premier ministre convie les uns et les autres à œuvrer en sorte que le prochain congrès que le parti prévoit tenir, ne s'ouvre qu'après règlement de la crise que le parti traverse.

En réponse à cette sortie qualifiée "d'escalade ultime dans la communication", le président en exercice du CAR, Me Paul Dodji Apévon a écrit à son président d'honneur qu'il accuse d'être entièrement à l'origine de cette crise que traverse leur organisation politique.

"Je suis très peiné par la tournure que vous donnez à la crise que traverse notre parti, crise dont vous êtes entièrement à l'origine. Je dénonce la manière sélective et peu courtoise avec laquelle a été distribué votre message de février, dont ni moi, et ni d'autres responsables ciblés comme n'étant pas de votre bord n'en ont pas eu copie", s'indigne Me Apévon.

Ce dernier dit par ailleurs être étonné du titre de président fondateur dont "s'affuble" Me Yaovi Agboyibo, étant donné qu'aucun des textes régissant le parti ne le prévoit si ce n'est le titre de membre fondateur.

"Je m'offusque en constatant qu'au moment où il y a eu de vives altercations au présidium, et que nous avons prôné l'apaisement pour aller à la



Me Yawovi Madji Agboyibo



Me Paul Dodji Apévon

recherche de solutions, au même moment, vos partisans se sont évertués à faire suspendre les activités du parti y compris les réunions du comité directeur qui est pourtant l'objet de décision du parti", écrit avec dédain Apévon dans ce qu'il est permis de considérer comme la réponse du berger à la bergère.

Visiblement très remonté contre son président d'honneur, le président en exercice du parti rouge affirme qu'il

conteste les allégations du "bélier noir" sur le déroulement de la crise. Pour Apévon, cette crise est considérée comme une manipulation des militants et de l'opinion ainsi que d'une dénaturation des faits.

Très méticuleux sur le respect des textes du parti, Paul Dodji Apévon fait observer que "si nous sommes de vrais démocrates comme nous l'avons toujours clamé, nous devons œuvrer pour que la grave crise que nous traversons

et qui n'est pas en réalité une crise d'orientation mais créée artificiellement soit résolu par un respect scrupuleux des textes dont nous nous sommes dotés".

Cette situation montre à suffisance que le parti de Me Yaovi Agboyibo n'est pas prêt pour une quelconque gestion des affaires du pays. La bible ne dit-elle pas qu'il faut pouvoir gérer sa propre maison avant d'envisager conduire un peuple quel qu'il soit ?

Comment donc envisager s'investir dans la gestion du Togo alors qu'une guerre de leadership s'est déclarée dans les rangs des dirigeants du CAR.

Quoi qu'on dise, les togolais n'en ont plus rien à faire de ces multiples crises, non seulement entre les partis de l'opposition enclin à une politique égoïste, mais aussi au sein même de certains partis. Les togolais n'ont nullement besoin de ces situations peu reluisantes, mais d'un leader qui incarne des valeurs de paix, de réconciliation, de paix sociale, et d'émergence pour assurer la croissance du Togo.

Il n'est donc pas question, du moins dans l'état actuel des choses, de parler d'alternance puisqu'honnêtement aucun parti politique de l'opposition n'est prêt pour assumer cette lourde responsabilité pour faire du Togo un pays prospère.

Tous ces partis feraient mieux d'accepter la main tendue de Faure Gnassingbé pour rassembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux véritables qui doivent nous mobiliser.

G/N

L'opposition peine à s'accorder sur leurs priorités :

Quand Nicolas Lawson balaie du revers de la main les élections locales au profit des réformes économiques et sociales

Au moment où tous les partis politiques de l'opposition semblent être piqué par le même virus qui les pousse à ne parler et à ne respirer qu'élections locales, le Parti du Renouveau et de la Rédemption (PRR) du gromoloque Nicolas Lawson, voit les choses d'un autre œil, et s'attaque au reste de l'opposition qu'il traite "d'incapables et de profiteurs", tout en proposant en priorité les réformes économiques et sociales.

l'homme d'Aného dont le blanc est la couleur de prédilection.

Pour Nicolas Lawson qui s'adresse à certains partis de l'opposition, "toutes les élections qui ont été organisées dans ce pays ont toujours été des élections frauduleuses, et violentes. Et les gens se complaisent dans cette situation, parce que ça permet à certains individus de pouvoir avoir leurs bandes et occuper des positions

structure mentale, et la réflexion dans le pays", s'indigne le leader du PRR.

Plus loin Nicolas Lawson crache au visage de cette opposition qu'elle ne fait rien pour le pays. Quand bien même ils sont représentants du peuple à l'assemblée nationale, ils sont "incapables" de poser un seul acte dans l'intérêt de ce peuple qui les a élus. En lieu et place de cela, ces députés de l'opposition s'empiffrent

dans le mensonge avec lequel ces derniers mobilisent des foules à leur suite.

A croire que l'appel du chef de l'Etat à l'orée de la nouvelle année que "nous avons besoin de toutes les filles et de tous les fils du Togo. Votre énergie et votre mobilisation seront décisives pour remporter les victoires de demain. Pour ma part, je ne ménagerai aucun effort afin de ras-



Jean-Pierre Fabre (ANC)



Nicolas Lawson (PRR)



Abass Kaboua (MRC)



Prof Aimé Gogué (ADDI)

Intervenant, en effet, sur la radio victoire Fm ce jeudi, le président du PRR, reconnu pour ne pas avoir sa langue dans la poche, s'en est pris aux partis de l'opposition qui œuvrent pour que les élections locales soient la priorité des actions à mettre en œuvre pour donner au peuple la sérénité et la paix économique et sociale dont il a besoin.

Pour ce dernier, qui s'aligne d'une certaine manière sur la politique du Chef de l'Etat, la priorité des actions en faveur du peuple doit être les réformes économiques et sociales, qui sont les seuls garants pour offrir aux togolais "au moins trois repas par jour", et promouvoir un changement fondamental de mentalité, qui seul pourra assurer l'émergence et la réduction de la pauvreté au Togo.

"Un homme qui a faim, et qui ne mange pas trois fois par jour n'est pas un homme libre. Donc nos priorités ce sont les réformes économiques et sociales, et l'instauration d'une justice sociale. Aujourd'hui il faut faire ces réformes économiques, qui sont les réformes de base qui doivent permettre à chaque togolais de manger trois fois par jour", soutient

pour vivre de ça".

"Vous voulez aller encore à des élections locales pour être des maires et continuer par profiter des statuts. Je parle de Conseil Economique et Social qui est de l'intérêt direct des togolais, ça ne les intéresse pas parce qu'ils sont incapables de concevoir une seule pensée productive qui crée de la richesse et de l'emploi dans ce pays", accuse Mr Lawson.

Jouant franc jeu avec cette opposition disloquée, le président du PRR a soutenu que l'opposition n'était pas prête à diriger ce pays, du moins pas dans les conditions actuelles, s'il n'y a aucun changement de mentalité et de réflexion de cette opposition, changement qui sera insufflée à toute la population pour une meilleure gestion du pays.

"Quand les gens ont créé la démocratie, c'est pour qu'il y ait une alternance, pour qu'il y ait une classe politique qui s'inter change pour gérer le pays. Ce n'est pas parce que demain on va mettre x à la place de Y parce qu'il se dit opposant ou démocrate que les conditions vont changer, si on ne change pas la

de leur salaire sans penser à mener des actions pour le pays. Si en tant qu'élu du peuple ils ne font rien, c'est une fois devenu maire à travers des élections locales qu'ils feront quelque chose de potables ? Les togolais ne sont plus assez bête pour croire à ça.

"Qu'est-ce qu'ils vont faire demain s'ils sont maire et tout ça, est-ce qu'ils peuvent changer les conditions des gens. Qu'est-ce qu'ils font à l'assemblée nationale d'ailleurs ? Ils sont député mais dans leur circonscription, ils n'ont même pas de permanence, ils ne sont même pas capable d'ouvrir un petit bureau. Ils sont incapables, ce sont des profiteurs, et ils disent maintenant aux togolais qu'ils veulent être maire. En plus d'être député et ne foutant rien, et gagnant de l'argent sur le dos des togolais sans rien foutre, ils veulent devenir des maires pour continuer à exploiter ce pays ?", s'interroge non sans raison le président du PRR.

Il apparaît à travers cette sortie médiatique de Nicolas Lawson que certains leaders de l'opposition commentent par voir clair dans le jeu des autres et prennent position afin que le pays ne sombre pas complètement

sembler toutes les forces vives de notre pays autour des enjeux véritables qui doivent nous mobiliser", n'est pas tombé dans des oreilles de sourds. Nicolas Lawson s'alignant déjà sur la vision sociale de Faure Gnassingbé.

En rappel, cette position évoquée par le président du PRR prend à contre-pied les autres partis de l'opposition, notamment l'ANC de Jean Pierre Fabre, la CDPA de Brigitte Adjamagbo Johnson, l'OBUTS d'Agbeyome Kodjo, et l'ADDI de Gogué Aimé ; pour qui les élections locales devraient être la priorité. Ces partis ont d'ailleurs entamé de fades campagnes de mobilisation pour que le peuple "exige" les élections locales, tout comme le si peuple était incapable de décider à lui seul ce qui est mieux pour lui.

Tout compte fait, le peuple togolais a une fois encore mis sa confiance en Faure Gnassingbé lors des élections présidentielles passées, homme dont les œuvres et actions sont visibles et perceptibles par tous les togolais, enclin de justice et d'équité.

G/N

Voyages officiels de la Présidence :

Des journalistes peu scrupuleux et aux pratiques douteuses, crachent dans la soupe

De tous les temps, le journaliste a eu pour mission d'informer, d'éduquer et de distraire. Cependant la mission d'information ne peut être bien assumée si le journaliste est sous informé. C'est donc pour palier à cet éventuel déficit d'information que Faure Gnassingbé dès son accession au pouvoir a instauré et institué la participation des journalistes de la presse privée aux voyages officiels de la présidence de la République.

Le souci de transparence pour permettre que des journalistes du privé sachent ce qui se fait et se dit au cours des voyages officiels, mais aussi, donner l'occasion aux journalistes du privé de se frotter à leur confrères d'autres horizons et de tirer bénéfices des échanges et des liens qu'ils peuvent se tisser, telles sont entre autres, les raisons qui ont sous-tendues la décision du Chef de l'Etat togolais d'associer des journalistes du privé à ses voyages officiels après un travail scientifique proposé par le confrère Augustin Améga afin de donner les rudiments à la presse togolaise d'accompagner le développement de notre pays.

Comment se fait le choix des journalistes privés qui voyagent avec la Présidence ?

Bien malin celui qui pourra répondre à cette interrogation. Mais l'évidence c'est que Faure Gnassingbé qui est l'initiateur des voyages officiels, a le dernier mot, après que des dispositions aient été prises par le service de communication de la Présidence qui toute fois est l'entité qui appelle les journalistes concernés pour leur signifier d'aller remettre leur document de voyage au service des voyages officiels.

Tous les journalistes qui ont une fois de leur vie eu la chance d'un voyage avec la présidence peuvent en témoigner.

Aujourd'hui, des accusations font état de ce que c'est Jean-Paul Agboh, un journaliste originaire de la même localité que la Directrice de Cabinet du Chef de l'Etat qui serait celui qui désigne les journalistes pour les voyages. Tout journaliste honnête ne tiendra pas ce genre de propos d'autant plus qu'à l'unanimité, ceux qui ont au moins une fois dans leur vie voyagé avec le PR reconnaissent que c'est le service de la communication de la Présidence, seule entité en même de se prononcer sur le travail de la presse privée qui contacte les journalistes pour les voyages.

En quoi donc, Jean Paul Agboh, simple journaliste, ne faisant pas partie de la direction de la communication de la Présidence est-il devenu si puissant au point même de ravir la vedette à Cléo Pétchézi, Directeur de la communication du Président de la République avec rang de Ministre ? Il faut être nain d'esprit pour le penser et oser l'écrire. Pour soutenir ces incongruités, ces charlatans des plumes humides dont la seule évocation du nom de Jean Paul Agboh donne des insomnies et

des allergies, allèguent que c'est l'appartenance du Président du CONAPP à la même préfecture que la Directrice de Cabinet qui confère cette importance au Directeur de Publication du Journal Focus Infos, comme si Jean Paul Agboh serait le seul journaliste à être originaire de vo.

Au demeurant, pour ceux qui ont une fois voyagé avec le chef de l'Etat, ils diront clairement et aisément que c'est le service de la communication de concert avec le service des voyages officiels qui se charge de l'organisation des missions officielles surtout en ce qui concerne les journalistes du privé. Et tout naturellement, c'est au Chef de l'Etat qui a une vue d'ensemble sur le travail de la presse, que revient naturellement le dernier mot.

Le tribalisme dans le choix des journalistes du Privé en question

Lorsque certains tentent de divertir l'opinion en parlant de tribalisme dans le choix des journalistes qui accompagnent les missions officielles et au regard du nombre non exhaustif de ceux qui en ont déjà pris part, on se demande de quel côté se trouve le tribalisme ? Est-ce à dire que les journalistes du nord sont plus favorisés que ceux du sud ou inversement ?

En 2005 déjà pour le tout premier voyage officiel, c'était Magnétine Assindah, Directeur de Publication du Journal le Clairon et Augustin Améga du Journal le Canard Indépendant qui étaient allés au Qatar, suivis de Bawa Ganiou du journal Echos d'Afrique et Holonou Hounkpati de l'hebdomadaire carrefour. Lorsque nous visitons le présent avec les derniers voyages officiels, Credo Tetteh de "le Médium" et Augustin Améga de "le canard indépendant" deux journalistes originaires du Sud du pays étaient à Rome chez le Pape. Pour le 50^e anniversaire du PNUD, c'est Jean Paul Agboh de Focus Infos, Dominique Aliziou de Chronique de la Semaine et Olivier Adja de Afreepress qui ont effectué le voyage. Où est donc le tribalisme dont on nous parle ?

Une autre argumentation vide de sens choisie pour distraire le peuple est le statut de journaux qui soutiennent le Président de la République. Nous laissons la paternité de ces propos à celui qui les a utilisés car des journaux très critiques ont eu à un moment donné ou à un autre à effectuer le voyage avec le Chef de l'Etat. Il s'agit entre autre de Carlos Ketohou de l'Indépendant Express qui s'est rendu coup sur coup à Washington et après à New York dans la délégation Présidentielle, de Jérôme Sossou du journal Triangle des Enjeux qui était allé au Japon au titre d'un voyage officiel, de Didier Ledoux de la Rédaction de Liberté qui était de la délégation des journalistes qui avaient accompagné Faure Gnassingbé chez le Président Ghanéen de l'époque John Ata Mills,

Tableau récapitulatif non exhaustif des journalistes ayant voyagé avec le Chef de l'Etat au moins une fois avec le Président de la République

Nom et Prénoms	Organe	Destination	Appartenance ethnique
Dimas Dzikodo	Forum de la Semaine	USA, Koweït, etc.	Ewé
Loïc Lawson	Flambeau des Démocrates	USA, France, Turquie, etc.	Ewé
Tchaboré Bouraïma	Le Messenger	Israël, Italie, Turquie, Arabie Saoudite, etc.	Bassar
Antoine Afanou	Nana FM	Ghana (Accra)	Ewé
Hyacinthe Gblédjro	Nana Fm	Burkina Faso	Ewé
Ferdinand Afognon	Nana Fm	Italie	Ewé
Germain Pouli	Togo Réveil	Japon, USA, France, etc.	Kabyè
Germain Ayivi	Perroquet	Israël, Ghana (Accra)	Ewé
Olivier Adja	Afreepress	Dubaï, USA, Ghana	Ewé
Jean-Paul Agboh-Ahuélé	Focus Info	Japon, USA, France, etc.	Ewé
Amouzouvi Kouamivi	Le Changement	France (Nice), Turquie	Ewé
Eric Johnson	L'Union pour la Patrie	France	Ewé
Fabrice Pétchézi	Le Libéral	Japon, Suisse, Ghana, etc.	Kabyè
Dominique Aliziou	Chronique de la Semaine	USA, Suisse, Belgique, France, etc.	Kabyè
Carlos Ketohou	Indépendant Express	USA (New York, Washington, etc.)	Ewé
Joachim Agbétim	Victoire Fm	USA (New York), Dubaï	Ewé
Eric Gato	Fréquence 1	Belgique, Rwanda	Ewé
Sam Djobo	L'Eveil de la Nation	Dubaï, Afrique du Sud, USA, etc.	Tem
Michel Tchadja	Waraa	Ethiopie (Addis Abéba), Suisse (Genève)	Kabyè
Credo Tetteh	Le Médium	Italie (Milan, Rome), Nigéria, etc.	Ewé
Gerard Weissan	Sika	Italie (Rome)	Ewé
Mathieu Mouzou	Zéphyr fm	Ethiopie (Addis Abéba)	Kabyè
Fatima Kouma	Zéphyr fm	Italie	Ewé
Augustin Assiobo	Tingo Tingo	Ghana (Accra)	Ewé
Gérome Sossou	Triangle des Enjeux	Japon	Ewé
Augustin Améga	Canard Indépendant	Italie (Rome), USA (Washington), etc.	Ewé
Didier Ledoux	Liberté	Ghana (Accra)	Ewé
Sas Gawou	Kanal fm	USA (New York)	Ewé
Holonou Hounkpati	Carrefour	USA (New York)	Ewé
Bawa Ganiou	Echos d'Afrique	USA (New York)	Tem
Augustin Sizing	Echos du pays	Chine, Congo (Brazzaville)	Kabyè
Vivien Tommy	Plume Libre	Congo (Brazzaville)	Ewé
Tchagnao Arimiyo	Nouvelle Opinion	Afrique du Sud, France (Paris), Ethiopie (Addis Abéba), etc.	Tem
Ghislain Boukpézi	Le Guide	Israël, Ghana (Accra), etc.	Kabyè
Alphonse Ken	Kanal fm	USA (New York)	Ewé
Aimé Ekpé	Equipe Sportive	Congo (Brazzaville)	Ewé
Joseph Gadah	Economie&Développement	Ethiopie (Addis Abéba), Afrique du Sud	Ewé
Abass Mikaïma	Le Regard	Allemagne, Italie, etc.	Tem
Abass Saïbou	Le Magnan Libéré	Nigéria (Abuja)	Tem
Apollinaire Mèwènmèssè	La Dépêche	Italie, France (Nice).	Kabyè
Magnétine Assindah	Le Clairon	Qatar	Lamba
Kasséré Pierre Sabi	Ancien DP Matinée	Allemagne, etc.	Kaboli
Atcha Tanko	Lettre de la Kozah	Rwanda	Tchamba
Gilles Boko	New Word TV	Italie	Ewé
Messan Lucien	Combat du Peuple	Allemagne, etc.	Ewé
Ambroisine Mémédé	Savoir News	USA (New York), France (Paris), etc.	Ewé

et enfin de Pedro Amouzoun Directeur du Journal Crocodile choisit pour un voyage en Chine mais qui avait décliné l'offre.

Au regard de ce qui précède avec des exemples concrets à confondre des affabulateurs et des calomnieux de la République, en quoi on peut estimer que le choix des journalistes relève du tribalisme et du copinage ?

Lorsqu'on scrute sérieusement ce qui est dit sur les voyages officiels, on se rend compte que trop de contre-vérités entourent ces racontars mais qu'en réalité, et ceux qui paient les services des porte-paroles pour plaider leurs cause, et ces portes-paroles eux aussi, même s'ils ne quémandent pas les voyages officiels font bel et bien partie de ceux qui ont déjà voyagé plusieurs fois avec le Président de la République (confère tableau des noms et prénoms, organes, destinations et ethnies).

Des attitudes irresponsables de certains journalistes du privé qui déçoivent les services officiels

Censés être des gens responsables à qui l'on peut faire confiance,

certaines journalistes qui plus est directeurs de publications se comportent de façon agricole lorsqu'ils ont la chance de voyager avec la délégation officielle.

C'est ainsi qu'un journaliste dont nous taisons le nom pour le moment a laissé une facture de plusieurs milliers de dollars de dette à la comptabilité de la Présidence au cours de son voyage officiel en Israël où il a usé et abusé du téléphone de sa chambre pour appeler Lomé toute la durée de son séjour. Des comportements qui frisent une mal éducation et qui ne donnent pas envie aux gens de vous faire confiance.

Un autre journaliste du retour d'une mission au Japon a préféré en lui et place d'une relation des faits, faire du commérage pour ne relater que des à-côtés qui n'ont rien à voir avec le travail pour lequel le journaliste en question a effectué le voyage.

On ne passera pas en perte et profit l'attitude de cet autre journaliste qui n'a pas su retenir sa libido lors d'une mission officielle à Brazzaville. Face à tous ces dérapages,

comment peut-on continuer par faire confiance à de grands gaillards qui se comportent comme des bambins ? Voilà des situations qui ne tournent toujours pas à l'avantage de ceux qui s'illustrent dans de pareils actes.

A la lumière des allégations distillées savamment dans l'opinion par des gens sans scrupule qui après s'être servis de la soupe viennent cracher dedans, et qui se présentent aujourd'hui comme des victimes, il est impérieux de souligner que les voyages officiels relèvent du pouvoir discrétionnaire du Chef de l'Etat car, aucune loi écrite ou non de la République ne lui fait obligation de prendre tel journaliste ou tel autre dans sa délégation, à ce titre, il est libre de voyager avec qui il veut, il n'aura de leçons à recevoir de personne. Autres choses, les voyages officiels existaient bel et bien avant que Jean Paul Agboh n'arrive à la tête du CONAPP en 2014. Enfin, la plupart des voyages connaissent un mélange relatif au lieu de provenance de chacun, donc l'histoire de tribalisme est un faux problème.

Kpélafia Biva

Célébration de la journée internationale de la femme :

Les femmes de la CFU engagées à soutenir la politique de Faure Gnassingbé en leur faveur

Célébrée chaque 8 mars dans le monde entier, la journée internationale de la femme, occasion pour se réjouir des droits acquis par les femmes, a servi d'occasion pour les femmes, membres de la Convention des Femmes pour UNIR (CFU), de relancer leurs activités, et de rassurer toutes les femmes du Togo de l'attention particulière qu'accorde le chef de l'Etat à la cause des femmes, surtout dans le cadre de sa politique sociale, objet de son troisième mandat.

En effet les femmes de la CFU, encouragées par les cadres de leur parti, ont pris l'initiative en cette journée spéciale dédiée aux droits des femmes, d'initier des activités afin de prouver, contrairement à ce que disent certains détracteurs, que leur organisation, créée pour soutenir les actions envers les femmes engagées par Faure Gnassingbé, continue de travailler aux côtés du chef de l'Etat pour que la condition des femmes soit améliorée.

Au rang des actions initiées dans le cadre de la célébration de cette journée en l'honneur des femmes, la CFU a, dans la journée du 08 mars, tenue une conférence pour expliquer l'appui que la justice pouvait apporter aux femmes en ce qui concerne leur droit, suivi de dons à des femmes déshéritées et aux veuves de certaines associations. Ces braves femmes du parti au pouvoir ont ensuite observé une messe pour remercier Dieu pour tous les bienfaits que Dieu a accordé aux femmes togolaises, messe qui a été suivie d'une causerie-débat et d'un dîner avec des réjouissances à Lomé.

" Nous sommes reconnaissant à Dieu pour tout ce qu'il a fait pour nous, c'est pour cela que nous avons voulu mettre cette célébration de la journée de la femme sous le sceau de Dieu. Nous avons voulu aussi le mettre sous le signe des actions plus humaines plus concrètes. C'est pourquoi nous avons commencé la journée par une conférence ce matin, nous avons ensuite fait des dons aux veuves et aux déshérités, et ensuite

la messe, la causerie débat, et ensuite la réjouissance ", a confié la présidente du CFU à l'issue de la messe demandée pour la circonstance.

Pour cette dernière qui se dit porteuse d'un message pour toutes les femmes du Togo, le gouvernement est en train de faire des tractations pour que la parité 50/50 dont il est question pour cette célébration, soit une chose réelle au Togo d'ici 2030.

" Le thème nationale choisit par le Togo cette année a l'occasion de cette journée est "Droit égaux, opportunités égales pour un Togo émergent d'ici 2030". Cependant, les femmes pensent que ça ne se fait pas ou que ça tarde à venir, mais nous venons les rassurer que le Chef de l'Etat est enclin à faire cette parité et que ce sont les circonstances qui ne permettent pas d'avancer très vite dans ce processus. Que les femmes togolaises ne s'inquiètent donc pas ", a rassuré la présidente de cette association des femmes du parti au pouvoir.

Consciente par ailleurs que la situation de la femme togolaise n'est pas très reluisante, les femmes de la CFU se sont par ailleurs engagées à ce que les jeunes filles et femmes des générations à venir " ne vivent pas les mêmes réalités que les femmes d'aujourd'hui ".

" Nous allons travailler aux côtés de notre président Faure Gnassingbé pour que notre génération future connaisse les réalités de la parité homme femme, et qu'elle



Raymonde Kayi De Souza, présidente de la CFU

jouisse de ses bienfaits ", a promis l'une des cadres du parti UNIR.

Le président Faure Gnassingbé n'a pas attendu ce troisième mandat pour mettre en œuvre sa politique en faveur des femmes, mais à travers notre association qui existait depuis, il a impulsé une certaine force à sa politique sociale. Il peut

donc continuer par compter sur nous pour perpétuer et mettre en œuvre cette politique sociale pour laquelle il s'investit ", ont rassuré ces braves femmes engagées à soutenir le Chef de l'Etat dans ses efforts pour faire du Togo un pays où chaque citoyen peut vivre aisément et dans la paix.

Dans le cadre de la célébration

de cette journée dédiée aux femmes, le ministre de l'Action Sociale de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, a tenu une rencontre avec les cadres du pays, afin d'encourager les filles et les femmes du pays à travailler pour l'intérêt de la Nation.

Pour appel, la journée du 08 mars est une journée où les femmes sont reconnues pour leur réalisation sans égard aux divisions, qu'elles soient nationales, ethniques, linguistiques, culturelles, économiques et politiques. C'est une occasion de faire le point sur les luttes et réalisations passées et surtout de préparer l'avenir, ainsi que les opportunités qui attendent les futures générations de femmes.

La journée internationale de la femme est apparue dans un contexte des mouvements sociaux au tournant du 20ème siècle en Amérique du Nord et en Europe.

G/N

Double confrontations Togo-Tunisie :

Tom Saintfiet dévoile la liste des 25 Eperviers convoqués

Le sélectionneur Belge des éperviers du Togo a mardi dernier, dévoilé la liste des joueurs convoqués pour la double confrontations des 25 et 26 mars prochain, comptant pour les troisième et quatrième journées des éliminatoires de la Coupe d'Afrique des Nations Gabon 2017. Si de nouvelles têtes ont été convoquées pour rejoindre le nid des éperviers, le capitaine des éperviers a affiché clairement ses intentions dans l'émission talent d'Afrique chez nos confrères de



Tom Saintfiet, coach des Eperviers du Togo

Canal +, en indiquant qu'il ne rejoindra pas la sélection.

Voici la liste des 25 Eperviers convoqués pour les deux (2) matchs contre la Tunisie.

Gardiens : Kossi Agassa (Reims), Mensah Cédric (SR Colmar).

Défenseurs : Mamah Abdul Gafar (Dacia Chisenau), Akakpo Serge (Trabzonspor), Amevor K. Mawouna (NottsCounty), Djene Dakonam (Alcorcon), Donou Kokou (Enugu), Nouwoklo Kossivi (As Togo Port), Ouro-Akoriko Sadate (Al Faisaly), Joseph Douhadji (Rivers).

Milieux : Romao Alaixys (Olympique de Marseille), Ayité Floyd (SC Bastia), Womé Dové (Supersports FC), Eniful Akoété (Doxa Katakopias), Atakora Lalawe (Helsingborg), Dossevi Matthieu (Standard de Liège), Gakpé Serge (Atlanta Bergame), Prince Ségbefia (EliazigSpor).

Attaquants : Emmanuel Adébayer (Crystal Palace), Ayité Jonathan (Alanyaspor), Foovi Aguidi (Hearts Of Aok), Araw Camaldine (Kaizer Chiefs), Farid Zato (Sigma Olomouc), Péniel Mlapa (VfL Bochum), Kodjo Fodoh Laba (US Bitam).

Il faut noter que mis à part les habitués de la sélection, d'autres internationaux togolais font leur entrée au sein de la sélection. Il s'agit de Douhadji Yaovi Joseph qui, évolue à Rivers United au Nigéria, de Fodo laba, joueur de l'Union Sportive de Bitam qui fait la pluie et le beau temps dans le championnat gabonais, car ayant inscrit douze buts en onze matches, de Pléniel Mlapa qui évolue en Allemagne à Bochum.

Il faudra noter le retour du goal Kossi Agassa évoluant au stade de Reims en France. La grande surprise reste le refus d'Emmanuel Adébayer à rejoindre la sélection. Son dernier match avec la sélection nationale remonte à la rencontre de la première journée de ces éliminatoires contre le Libéria (2-1).

Rappelons que les éperviers se rendront à Monastir pour le match aller le 25 mars et recevra à Lomé les Aigles de Carthage au stade de Kégué le 29 mars.

Le Gouvernement au chevet des sinistrés du canton de Gadja :

Des vivres et non vivres convoyés pour les soulager de leurs peines

Si les catastrophes naturelles ont montré ne pas avoir de frontière géographique, c'est que le Togo non plus n'en est pas épargné. Les catastrophes naturelles surtout issues de pluies diluviennes, le Togo en a connu plusieurs de par le passé et continu d'en connaître.

C'est cette expérience amère qu'ont fait les populations de Kolo-Kpande et Kologan dans le canton de Gadja dans la Préfecture de l'Agou. En effet, cette période de début des pluies avec de fortes précipitations crée des dommages et des dégâts dans plusieurs localités. A la suite des importants dégâts matériels occasionnés par les violentes pluies du samedi et dimanche dernier dans la région des Plateaux, le gouvernement a décidé d'une assistance d'urgence en faveur des sinistrés.

Une délégation ministérielle conduite par le Ministre de la Communication, de la Culture, des



A peines les premières pluies tombées que les dégâts s'en suivent

Sports et de la Formation Civique, Guy Madjé LORENZO, et la Ministre de l'Action Sociale, de la Promotion de la Femme et de l'Alphabétisation, Tchabinandi KOLANI YENTCHARE s'est rendue lundi auprès des populations Kolo-Kpande et Kologan dans le canton de Gadja dans la Préfecture de l'Agou.

Comme appui à l'action du gou-

vernement, la Fondation Asaal, dirigée par Abira Bonfoh, a fourni du matériel de construction pour la réhabilitation de la centaine d'habitations touchée par les tornades. Des vivres (maïs, riz, gari) et des fournitures scolaires ont également été donnés aux habitants.

Armand

Célébration de la Journée Internationale de la femme :

Les dames de Togocel au cœur d'une manifestation à la Direction Générale

En prélude à la journée internationale de la femme qui, s'est déroulée le 08 mars dernier et placée sous le thème " planète 50/50 d'ici 2030 : franchissons le pas pour l'égalité des sexes ", les dames de la société de téléphonie mobile Togo cellulaire, ont été l'une des premières sur le plan national, à annoncer les couleurs de ce grand évènement. Elles se sont retrouvées le samedi 05 mars dernier à la Direction générale de la société pour un déjeuner d'échanges autour des thèmes relatifs à l'économie numérique, l'épanouissement de la femme africaine, et à l'égalité des sexes.



Photo de famille

Lomé, Mme Claire Quenum, consultante en genre et leadership féminin, a pour objectif de célébrer la journée internationale de la femme, où le Togo pour sa part, a choisi d'axer sa réflexion sur le thème : " Droits égaux pour un Togo émergent d'ici 2030 ".

Pour cette édition, il s'est agi pour

les femmes de la société de téléphonie leader au Togo d'insister sur les moyens d'accélérer le programme de développement durable, d'ici une quinzaine d'années avec la problématique du genre, la promotion de l'éducation pour tous et de la santé publique.

Après échanges autour des thè-

mes, " planète 50/50 d'ici 2030 : franchissons le pas pour l'égalité des sexes " et " développement de l'économie numérique et épanouissement de la femme africaine ", présentés respectivement par Claire Quenum et Houmey Aku Judith, des discussions ont permis aux femmes présentes de toucher du doigt les réalités dans leur cadre socioprofessionnel et dans leur vécu quotidien au sein de leur famille respective. Elles ont fait cas des violences subies par la gente féminine dans la société.

L'accès et l'utilisation des Nouvelles Technologies de l'Information et de la Communication pour influencer les prises de décision n'a pas été du reste.

Cette journée a été l'occasion pour les initiatrices d'inviter les femmes à prouver qu'elles ont leur mot à dire dans les prises de décision dans

les différentes sphères d'activités où elles interviennent.

" (...) Les dirigeants devront désormais, promouvoir l'égalité avec les hommes, et l'accès des femmes plus nombreuses à la vie politique et aux hautes responsabilités (...) " a laissé entendre Mme Sophie Dick représentante des femmes de Togo cellulaire dans son allocution.

Il faut souligner qu'après le Centre de Référence, d'orientation et de prise en charge des enfants en situation difficile (CRO-PESDI), en 2014, les femmes de Togo cellulaire cette année ont décidé de marquer d'une tâche indélébile la journée du 8 mars par un geste symbolique caractérisé par une remise de dons aux enfants de leurs collègues décédés depuis la création de la société.

Moudjib Falana

Conflit entre 184 agents des anciennes régies financières et Etat togolais-OTR :

L'office et l'Etat mis hors de cause et exemptés de violation des droits de l'homme

184 agents des anciennes régies financières (douanes et impôts), ont assigné l'Etat togolais et l'Office Togolais de Recettes à la Cour de justice de la Communauté Economique des Etats de l'Ouest (CEDEAO), pour violation à leur droit au travail, à leur dignité, et droits humains, suite au redéploiement et au recrutement du personnel au sein de l'OTR. Délibérant dans la forme et le fond de l'affaire, la Cour a rendu une décision en faveur de l'Etat togolais et de l'office. Une conférence de presse tenue le 04 mars dernier a permis aux médias de comprendre le fond du dossier et de savoir réellement ce qui s'est passé.



La table d'honneur lors de la rencontre de restitution

l'OTR devant la presse, sont remontés aux faits. Ils ont rappelé le processus d'opérationnalisation confié au cabinet Crown Agents, où le personnel des anciennes régies financières qui n'avaient pas été redéployés à l'OTR a été mis à la disposition de la fonction publique, indemnisés avec une prise en charge de leurs cotisations sociales, vu qu'ils étaient des fonctionnaires.

En effet, par la requête en date du 17 octobre, suite à la demande de 184 agents, l'Etat togolais et l'OTR ont été assignés par-devant la cour de justice de la CEDEAO pour

violation de leur droit au travail, atteinte à leur honneur et à leur dignité, torture et traitements cruels inhumains et dégradants, et atteinte au droit à la vie du nommé Dozen Kokou.

En guise de réparation de justice les requérants ont demandé que leur

soient versés les montants suivants : deux-cents millions de francs CFA à chacun pour avoir été privés de leur emploi à l'OTR, cent-millions de francs pour atteinte portée à leur honneur et à leur dignité, et aussi pour torture psychologique. Un milliard cinq-cents millions de francs pour atteinte à la vie de Dozen Adado.

Le conseil d'avocat lors de cette conférence de presse a expliqué que la partie de défense de l'OTR et de l'Etat togolais, en réponse aux accusations a pu montrer que tous les requérants ayant demandé leur retraite anticipée ont été convenablement indemnisés, que certains requérants ont même été redéployés à l'OTR et d'autres dans les ministè-

res, où ils sont actuellement en fonction.

Suite à tous ces recours, les décisions des juges du tribunal et de la Cour d'Appel soutiennent qu'aucune violation des droits de l'homme ne peut être imputée à l'Etat du Togo. La Cour déboute en conséquence les requérants de leur prétentions et met les dépendants à la charge des requérants.

En rappel, parmi les 184 agents dont il est question, certains ont écrit à la cour pour dénoncer le fait de n'avoir pas participé à l'action en justice et surpris de retrouver leurs noms inscrits au dossier.

Moudjib

L'objectif de cette rencontre avec la presse, qui a connu la présence effective d'Henry Gapery, Commissaire Général de l'OTR, et des représentants du conseil d'avocats de l'OTR, est de faire la lumière sur ce processus entamé depuis le 17 octobre 2014 et qui a connu son dénouement le 16 février 2016.

Les premiers responsables de

Facilitation des échanges commerciaux et croissance économique :

Plus que certains mais moins que d'autres, le Togo avance qu'en même

La facilitation des échanges en matière commerciale reste aujourd'hui une préoccupation sous régionale et surtout nationale. Elle est non seulement le fondement d'une croissance soutenue des échanges intra-régionale, mais aussi une condition favorable à une compétitivité sans cesse accrue des unités de production nationales, voire sous régionale.

Au Togo, le gouvernement est engagé à travers des partenariats avec des organisations internationales financières qui l'accompagnent dans cette dynamique. C'est dans cette optique que la Banque mondiale a accordé au Togo, en 2010, un don de 33 millions de dollars pour mettre en œuvre le Projet de facilitation du commerce et du transport sur le corridor Abidjan-Lagos (PFCTAL).

Cet appui a été fait dans le cadre d'un programme sous régional de facilitation du transport et du transit routier des deux grandes organisations régionales que sont l'Union Economique Monétaire Ouest Africaine (UEMOA) et la Communauté Economique des Etats de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO).

L'objectif est de diminuer les



Mme Bernadette Legzim-Balouki, ministre du Commerce et de la Promotion du secteur Privé

entraves à la libre circulation des personnes et des biens en matière commerciale et de transport dans les ports et sur les routes le long du corridor Abidjan-Lagos.

Selon les constats, des améliorations ont été accomplies sur la portion togolaise (Aflao-Sanvi Kondji, Ghana, Bénin).

C'est pour constater les efforts du gouvernement togolais que le directeur des opérations de la Banque mondiale pour le Togo, Pierre Frank Laporte, en compagnie de la représentante de la Banque Mondiale au Togo, Joëlle Businger, effectuent une visite de trois jours au Togo. Il s'est rendu mercredi à Aného (50 km de Lomé) pour visiter le parking pour gros porteurs de Vodougbe (200 places), la frontière Sanvee-Condji

(entre le Togo et le Bénin) où se trouvent la plateforme commerciale, la gare routière et le pont d'Aného, ainsi que les nouveaux logements réalisés pour les familles affectées par la réalisation des infrastructures,

" Ces infrastructures ont donné un nouveau visage à la ville. Elles ont contribué à décongestionner le trafic au niveau de la frontière et à faciliter le commerce sur la portion togolaise ", a déclaré Pierre Frank Laporte.

Par rapport à la Côte d'Ivoire, au Ghana, au Bénin et au Nigeria, le Togo est en avance.

" C'est un volet exemplaire, cela donne un encouragement aux autres pays pour rattraper leur retard. Le gouvernement togolais et les acteurs impliqués dans la réussite du projet sont vraiment à féliciter ", a confié le directeur des opérations de la Banque Mondiale.

L'achèvement de cet appui de la Banque mondiale au Togo viendra à termes en septembre 2016.

Armand

Poème de la semaine

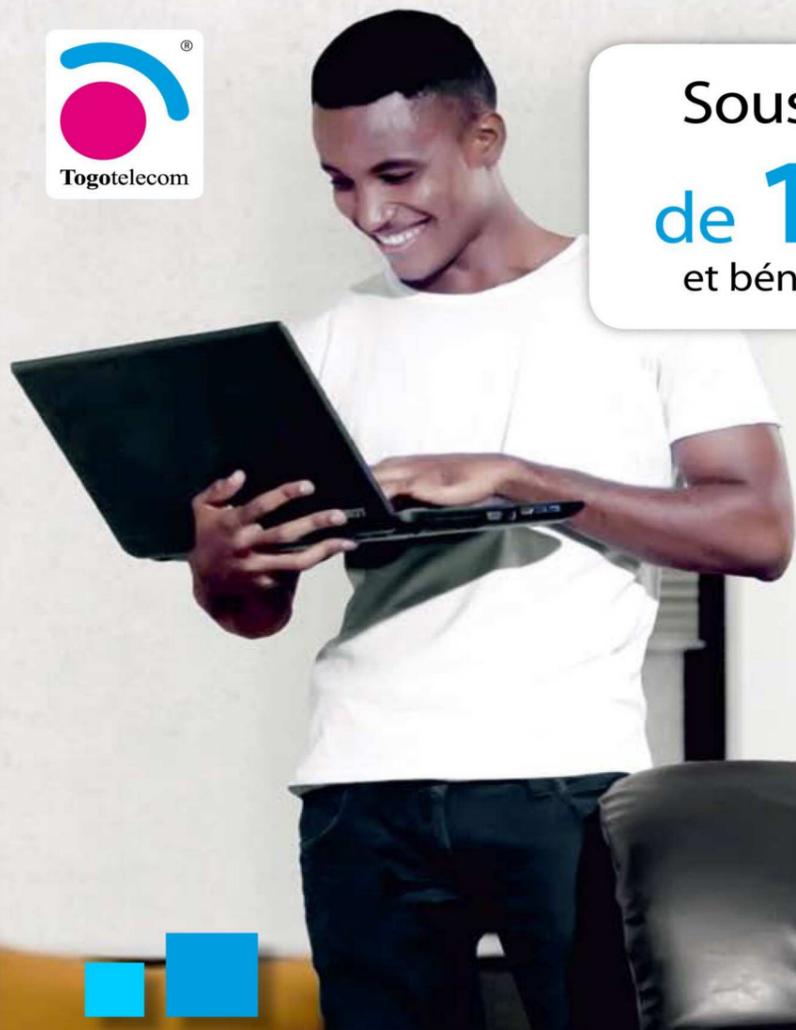
LOME, labele

Splendide et remarquable, cette ville Zurich de l'Afrique, par sa propreté Le cadre était sain, puisque c'était une priorité Mais aujourd'hui, qu'est devenue cette ville ?

Une **POUBELLE** Et chaque jour qui file, Chacun rêvait vivre à LOME, la belle Mais les années coulent C'est devenu une **POUBELLE** Qui accuse-t-on souvent ? Le Président, le Gouvernement, Le Ministre de l'Environnement Inconscients et hypocrites Que vous êtes, mes Frères ! Inconscientes et hypocrites Que vous êtes, mes Sœurs ! Prenons conscience Citadins, De nos actes quotidiens Jeunes aux oreilles têtues Elèves qui de comportements inci-

viques s'habituent Vous utilisateurs de différents sachets Chaque seconde qui coule à LOME Vous vous pressez et vous jetez Sur les lieux Publics, des immondices Les bonnes manières vous les rejetez Plus de responsabilité, moins d'ignorance, A des ignominies, faisons trêve Pour construire LOME, la ville de rêve.

AFETSE Holase



Souscrivez au **Forfait ADSL CHEZ NOUS**
de **1Mbps** à **34 000F/mois**
et bénéficiez d'une connexion Internet Haut Débit en illimité !



**FORFAIT
ADSL
chez
nous**

L'essayer, c'est l'adopter !



**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE**

**FORFAIT
ADSL
DECOUVERTE
PLUS**

Jusqu'au 31 mars 2016

Souscrivez à l'**Offre Promo DÉCOUVERTE**
et testez la connexion Internet Haut Débit
de TOGO TELECOM

à partir de **15 000F/mois**

Pour un volume de téléchargement de 5 Go et plus selon vos besoins.

Infos : Composez le 119 ou le 22 22 01 19 si vous appelez d'un autre réseau.

Groupe TOGO TELECOM

Récépissé n°0254/29/10/04 HAAC

L'ÉVEIL
de la nation

Siège : Adidoadin, Pavée Prolongé, 2ème
Carré après la Pharmacie Le Galieen
Tél: (00228) 22 32 85 95
Directeur de Publication:
Sama T. DJOBO
(00228) .90 03 17 74
.98 62 72 72

Rédaction:
Biva KPELAFIA,
Sam DJOBO,
Armand ATTISSO
Moudjib FALANA
Gaël N.
Kékéli (Stagiaire)
Kahf DJOBO (Stagiaire)

Secrétariat :
AGBERE Takira

Imprimerie:
La Colombe
Tirage :
2.500 exemplaires